

# COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU : 17/10/2021

## Réunie lors des 30èmes rencontres de Luçon (85) et convoquée en respect de l'article 15 des statuts

Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité.

1 rue Jean Moulin 70200 LURE

**Présents :** les comités des Ardennes, Nord 2 Sèvres, ADEMAT Remiremont, Aubenas, Laval, Oloron Ste Marie, Montceau le Creusot, St Affrique, Chateaudun, Ruffec, Luçon, Dole, Sarlat, Concarneau, CV70 Lure, Ivry, Feurs, Créteil, Albi, Granville, Montargis, Mayenne, Montreuil, Vire le collectif NSED 37 et le collectif de Nantes.

La Coordination Nationale compte 55 comités et collectifs adhérents au 31/12/2020, le quorum de 25% des membres actifs est atteint.

### Ordre du jour :

- Rapport moral et d'activité
- Bilan financier de l'année 2020
- Election du Conseil d'Administration
- Election du Bureau par le nouveau Conseil d'Administration

Président de séance : Michèle LEFLON

Secrétaire de séance : Hélène DERRIEN

La séance est ouverte à 9H.

**Rapport moral** présenté par Michèle LEFLON

**Rapport d'activité** présenté par Rosine LEVERRIER

Merci au comité de Sarlat pour ces journées, leur ténacité a enfin abouti. Pourtant, 3grâce au COVID3, nous avons découvert le plaisir des visio-conférences : cela mis à part, les luttes ont été difficiles à mener.

Malgré tout, 65 comités ont ré-adhéré en 2020 et les politiques de démantèlement de la santé publique, notamment de l'hôpital, n'ont pas cessé.

St Claude, Remiremont, Luçon, Concarneau, Sarlat, Montargis, Lure, Mayenne, Laval, Feurs, Dole...se mobilisent pour un accès aux soins ouvert à toutes et tous.

La mise en place des GHT et des hôpitaux de proximité (version Touraine et Buzyn) et le manque de médecins, ont pour conséquence la concurrence entre les territoires, entre les hôpitaux, concurrence délétère qui aboutit à des fermetures. L'obligation vaccinale visant les soignants montre du doigt les « applaudis » d'hier,

opposant, là aussi, les populations. Ces situations fragilisent l'hôpital public et renforce la privatisation de la santé.

Dans ce contexte, les appels se multiplient pour des actions communes auxquelles les membres du CA participent :

- Inter-organisations où sont présents syndicats, collectifs soignants et la CN
- L'appel pour la fin des brevets tant au niveau national qu'europpéen
- Le mouvement « pour une refondation de l'hôpital public »
- La Convergence des Services Publics
- Notre Santé en Danger

Le CA s'est réuni 9 fois, précédé par un bureau, mais les déplacements des membres du CA vers les comités ont souvent été limités.

**Malgré tout, Pierre a su, dans cette période, garder un lien téléphonique, il n'a d'ailleurs pas été le seul.**

2021

26 septembre 2021 : [soutien à la population de Guingamp](#)

24 septembre 2021 : [Pour le service public de santé, participons à la journée d'action du 5 octobre](#)

5 août 2021 : [Danger majeur pour l'accès aux soins](#) : La prise en charge aux urgences est menacée.

Un manque de médecins entretenu malgré les discours sur le numerus clausus  
Tous les services de soins de l'hôpital public sont en crise

4 août 2021 : [Le pass sanitaire, une mesure antisanitaire](#)

20 juillet 2021 : [« Plus nous vaccinerons, moins nous laisserons de place au virus », oui mais...](#)

24 avril 2021 : [Investissements hospitaliers : une urgence démocratique, une urgence de proximité !](#)

26 mars 2021 : [des moyens pérennes pour la santé et l'hôpital](#)

10 mars 2021 : en soutien aux personnels de l'hôpital de Fourmies [Communique](#)

12 Janvier 2021 : [Vaccins une exigence ! La possibilité, rapidement, pour toutes celles et ceux qui le souhaitent de se faire vacciner en France, en Europe et dans le monde](#)

2020

11 Décembre : [Ni frein financier, ni frein géographique à l'accès de toutes et tous au système de santé](#)

10 communiqués qui résument les combats de la CN et des comités. Si la crise sanitaire a mis en évidence les insuffisances de notre système de soins, elle n'a en

rien modifié les politiques de santé : plus de 5 700 lits ont été fermés en 2020 et la privatisation, au sein même de l'hôpital s'accroît.

Nous avons décidé de fermer le secrétariat pour libérer un financement pour nos actions. Cela impose aussi un travail supplémentaire pour les membres du CA et, plus particulièrement, pour les membres du bureau. Nous avons besoin de chacun. Hélène et Françoise, après des années de disponibilité, quittent le bureau. Merci à elles pour travail fourni.

La fin du secrétariat professionnel libère aussi des moyens que nous avons consacrés au matériel à la disposition des comités : badges, drapeaux, banderoles que nous avons grâce à Françoise, Guillaume, Jean-Luc et Bertrand.

Une carte sur les fermetures est active sur le site : un travail important est réalisé par Michel, Rolland et des syndicalistes de la CGT. C'est une mine d'informations sur la baisse considérable de l'offre de soins sur l'ensemble des territoires. Nous vous demandons de la consulter et de l'alimenter en faisant remonter les informations sur l'adresse de la CN.

La situation actuelle est un obstacle aux luttes, nous devons trouver des moyens de les rendre plus efficaces. C'est le but de cette AG.

### **Débat sur les 2 rapports :**

Geneviève (collectif 37 NSED) : tient à souligner le soutien qu'a apporté la CN dans cette période difficile, notamment dans le contexte de division concernant le vaccin.

**Vote** : rapports adoptés à l'unanimité, soit 27 pour

### **Rapport financier :** (demander à Jean-Luc)

Remerciement à Rolland qui est en train de former Jean-Luc à la tenue des finances d'une association.

Les adhésions ont lieu tout au long de l'année. Le montant des cotisations est en nette augmentation, malgré le fait qu'il y ait moins de comités adhérents.

Autres dons : versement exceptionnel des comités dans le courant de l'année.

Dons des membres : ils correspondent à des cessations d'activité de comités qui ont versé le solde de leur trésorerie.

Charges de l'exercice : changement d'imprimante.

« Charges » de sécurité sociale : c'est le terme utilisé dans tous les logiciels de comptabilité ; à la Coordination, bien entendu, nous parlons de cotisations.

### **Questions :**

Le fait de ne plus avoir de secrétariat salarié demande un investissement du CA et du Bureau, mais cela ne donne pas beaucoup plus de travail que lorsque la secrétaire était en poste.

La question du secrétariat s'inscrit dans l'histoire de la CN. Le poste a été au départ financé par des subventions obtenues par le comité de Lure, subventions que nous n'avons plus aujourd'hui.

Le poste de secrétariat est important pour une organisation nationale. Peut-être aurait-il fallu un soutien un peu plus important.

La CN a subi, comme toutes les autres associations, l'arrêt des aides pour le financement de postes associatifs. Si nous trouvons des moyens financiers, il sera possible d'envisager un recrutement, d'un secrétariat ou d'une autre mission suivant les besoins.

Il est confirmé que les frais de déplacements des membres du CA seront pris en charge par la CN

**Vote** : 2 non participations au vote, le rapport financier est adopté à l'unanimité des votants, soit 25 voix pour

**Conseil d'administration** : Le document a été remis au préalable aux comités ; voir liste en pièce jointe.

**Vote** : Le nouveau CA est élu à l'unanimité soit 27 voix pour

**Débat sur la feuille de route** : le document a été débattu au sein du CA et transmis à tous les comités avant l'AG. (voir document en pièce jointe)

Nous sommes aujourd'hui dans une croisée des chemins. La question qui se pose à nous est bien sûr de faire acte de résistance partout. L'effacement de notre système de protection sociale est un point fondamental à prendre en compte.

Il faut aussi remarquer la faillite du système libéral de santé ; le privé est très coûteux, notamment pour les collectivités territoriales qui tentent de pallier les manques de l'Etat.

Il faut relever un niveau d'exigence et, pour ça il faut s'appuyer sur les populations qui sont les premières concernées (démocratie sanitaire), mais il faut aussi s'appuyer sur le mouvement social.

Il faut insister sur la nécessité de mettre en place une formation pour les comités. C'est d'autant plus important pour les comités qui ont décidé de présenter des candidats dans les instances. Pour le moment, la formation est « trustée » par F.A.S.

Concernant le 4 décembre, pour la manifestation à Paris : elle ne sera en rien une fin en soi. Il semblait important d'avoir un débouché national. Nous nous heurtons tous au même problème, d'où l'idée de converger ensemble vers le Ministère. Si des comités le souhaitent, ils pourront se joindre à cette manifestation. La presse nationale a relayé l'info. Le syndicat FO de Beaujon a déjà lancé un appel pour la manif, idem pour le CHU de Nantes. La Maire de La Flèche a également fait part de

la participation des élus de la Commune : elle a appelé la population à se rassembler devant l'hôpital de La Flèche.

Le point clé, c'est d'avoir une visibilité nationale pour valoriser les actions locales. Une manif nationale, c'est se faire plaisir si ce n'est pas la prolongation des activités des comités. Peut-être faudrait-il plutôt que les comités locaux fassent une action, peut-être devant les ARS le même jour. Cela pourrait déboucher sur une action nationale avec d'autres organisations.

Un rappel est fait sur la nécessité de revenir à la feuille de route et de ne pas revenir sur les débats de la veille ni sur l'organisation pratique du 4 décembre.

Est évoqué le souhait que la CN prenne une position claire sur la liberté d'installation des médecins ; il y a un virage à ne pas manquer.

Il est difficile d'avoir une analyse « politique » au sein de la CN mais de tenir compte aussi de la réalité diverse de la composition des comités. L'idée d'une crise du système de santé est ressentie globalement au niveau national : notre rôle de lanceur d'alerte sur ce sujet n'est plus le plus important. Par contre, insister sur l'aspect privatisation. Importance de travailler avec les hospitaliers qui aujourd'hui sont totalement découragés. Envisager la création d'un échelon de mobilisation au niveau départemental et régional. Emergence d'une mobilisation internationale, notamment et sur la question des vaccins mais aussi sur les big pharmas.

La lutte sur la levée des brevets commence à prendre de l'ampleur. 2 rassemblements ont eu lieu en Dordogne. Idée d'une mobilisation le 30 novembre, jour d'une réunion de l'OMC. Le principal verrou aujourd'hui, c'est la position de l'Europe contre la levée des brevets. La CN a toute sa place dans cette action.

Concernant la formation, elle semble indispensable et le comité de Ruffec peut apporter des documents et une certaine aide. Pour le 4 décembre, il faut soutenir au maximum le comité de Mayenne et voir dès maintenant les possibilités avec l'inter-orgas.

Il faudrait que la CN soit porteuse de la demande de 12 000 entrées en fac de médecine chaque année, chiffre évolutif en fonction de l'évolution des besoins des territoires. Souhait que la CN rencontre un maximum de fédérations syndicales « santé », de façon à ce qu'il y ait une « retombée » locale des syndicats locaux.

Il apparaît nécessaire de réactualiser notre document de travail sur la question de la liberté d'installation et de la démographie des professionnels de santé. le CA va travailler à une formulation qui reprenne l'ensemble de la problématique.

L'AG de Convergence aura lieu à Lure en 2023 : idée de refaire ce qui avait été fait à Guéret : peut-être l'inscrire sur la feuille de route : rencontre nationale des services publics. Il faut s'y prendre à l'avance (pour Guéret il a fallu 15 mois).

Il faut avoir une expression sur la nécessité de mener la lutte concernant le PLFSS. Quand on parle du 100% Sécu, il va être nécessaire de préciser notre position au moment où Véran parle de « Grande Sécu ».

Concernant la visibilité nationale de la CN, les drapeaux, les banderoles, les autocollants y contribuent mais il faut aussi que les comités locaux, dans leurs actions marquent l'appartenance à la CN.

Il faut ajouter la problématique de la Psychiatrie.

Il faudra aussi expliciter la notion sur le pôle public du médicament : ce sera à revoir dans notre plateforme.

**Vote sur la feuille de route** : 6 abstentions, la feuille de route est adoptée par 21 voix pour.

**Proposition de communiqué** : voir document en pièce jointe

Après échanges sur la proposition initiale, le texte tenant compte des différents apports est adopté à l'unanimité

**Réunion du CA élu à l'AG :**

Françoise quitte le Bureau elle souhaite que le CA joue pleinement son rôle. Par ailleurs, elle manque de disponibilité.

Hélène va avoir un mandat de conseillère municipale et sera donc moins disponible, raison pour laquelle elle souhaite quitter le Bureau

**Candidats au Bureau** : Michèle, Rosine, Jean-Luc souhaitent se maintenir, Chantal d'Oloron et Guillaume de Montargis acceptent d'intégrer le Bureau

La présidence sera assurée par Michèle Leflon, Rosine sera Secrétaire, Jean-Luc sera trésorier.

Des membres du CA pourraient s'y adjoindre de temps en temps, ce qui permettrait de voir l'activité du Bureau.

Proposition est faite de modifier les statuts lors d'une prochaine AG, en précisant pour le Bureau : 3 membres minimum.

**Vote : le Bureau est élu à l'unanimité des membres du CA présents**

**La Présidente, Michèle LEFLON**

**La Secrétaire de séance : Hélène DERRIEN**